



Nevers, CTSD du 14 février 2020

Madame la Directrice Académique,

Mesdames, messieurs les membres du CTSD,

La période actuelle est marquée par une crise sociale dont les incidences sont lourdes dans le monde éducatif. Cela s'explique par la réforme des retraites qui a enclenché un conflit qui dure depuis le 5 décembre de l'année dernière. À l'UNSA Éducation, nous n'étions pas demandeurs de cette réforme, mais nous avons fait le choix de nous inscrire dans une perspective de « zéro perdant.e ».

Pour l'UNSA Education et le SE-UNSA de la Nièvre, si les garanties ne sont pas fiables et suffisantes, nous ne voulons pas de cette réforme des retraites.

Concernant les lignes de gestion académiques, les remarques faites en groupe de travail ont été globalement prises en compte. Lors du CTA avec les autres organisations syndicales, nous avons voté contre ce projet. En effet, les lignes de gestion organisent l'arrêt du regard collectif des CAP sur les opérations de mouvement. Elles symbolisent, en ce sens, un recul majeur du dialogue social dans la fonction publique.

Pour le second degré, alors que la démographie est à la hausse au niveau national, une fois de plus, la suppression d'emplois est supérieure aux annonces budgétaires car certaines suppressions d'emplois sont converties en heures supplémentaires. Même si le nombre de postes aux concours reste globalement inchangé, compte tenu de la baisse du nombre d'inscrits, on peut aisément anticiper un sous-recrutement qui ne fera qu'accroître les tensions de fonctionnement dans les établissements et le recours à des contractuels. Le SE-Unsa réaffirme son opposition au recours systématique aux heures supplémentaires pour compenser une insuffisance structurelle de postes dans les établissements. Depuis maintenant un an, les enseignants du second degré subissent une deuxième heure supplémentaire annuelle qu'ils ne peuvent refuser. Pour l'UNSA Education, les heures supplémentaires ne doivent être proposées seulement aux enseignants qui le souhaitent.

Le SE-Unsa le redit : les heures supplémentaires et les postes ce n'est pas pareil, ni pour les élèves, ni pour les professeurs. Ces mesures mettent encore un peu plus sous pression les établissements alors que les enseignants expriment leur opposition aux heures supplémentaires imposées. L'augmentation du temps de travail est une mauvaise solution. Comme pour l'an passé, l'atterrissage est brutal lorsque enseignants, parents et élus découvrent la déclinaison précise du budget dans les collèges de la Nièvre. Dans ce contexte, pour les équipes, la seule marge de manœuvre possible est de renoncer aux enseignements à effectifs réduits, dédoublements, projets... autant de dispositifs qui bénéficient à tous mais plus particulièrement aux élèves les plus fragiles. Pour le SE-

Unsa il n'est pas acceptable de financer certaines mesures au détriment d'autres, faute de moyens.

Comme chaque année, la carte scolaire donne lieu à cet exercice de style ou le ministre et son directeur général de l'enseignement scolaire prétendent faire croire à la profession, aux familles et à la presse qu'en supprimant plusieurs centaines de postes dans le second degré, la qualité de l'enseignement apportée aux élèves ne serait pas impactée.

Le budget de l'Education Nationale augmente mais cela ne se constate pas sur le terrain. L'Education doit être la priorité de l'Etat. Est-ce que l'Education est une priorité de ce gouvernement ? L'Education Nationale doit continuer à garantir les mêmes droits à tous les élèves socialement favorisés ou défavorisés, de milieu rural ou urbain.

De plus, nous regrettons le report après les élections municipales du traitement de la carte scolaire premier degré. La politique prime sur l'Education.

Les représentants des personnels UNSA Education

